



UNION IMMOBILIERE
CAF Côte d'Or – URSSAF Bourgogne
8 Boulevard Georges Clemenceau
21037 DIJON Cedex 9

CAF de la Côte d'Or
21043 DIJON Cedex 9

MARCHE DE NETTOYAGE N° 1/2025

C.C.A.P.

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Pour le lot 1 :

Les parties contractantes sont :

D'une part :

L'Union Immobilière CAF Côte d'Or-URSSAF Bourgogne située 8 Boulevard Georges Clémenceau - 21037 DIJON CEDEX 9 représentée par sa Directrice Madame Valérie ROUTHIER et désignée dans le présent CCAP par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ou l'Uioss.

D'autre part :

Le titulaire qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire »

La Comptable assignataire est la Directrice comptable et financière de l'Union Immobilière CAF Côte d'Or-URSSAF Bourgogne représentée par Madame Aminata DIOP.

Pour le lot 2 :

Les parties contractantes sont :

D'une part :

La CAF Côte d'Or située 21043 DIJON Cedex 9 représentée par sa Directrice adjointe Madame Valérie ROUTHIER et désignée dans le présent CCAP par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ou la CAF.

D'autre part :

Le titulaire qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire »

Le comptable assignataire est le Directeur comptable et financier de la CAF de la Côte d'Or représenté par Monsieur Bernard TAPIE.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE

Pour les deux lots :

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie de l'immeuble de **l'Union Immobilière CAF Côte d'Or-URSSAF Bourgogne (Lot 1)** et le bâtiment de la **CNAF site Dijon situé 22 Rue Nodot (Lot 2)**.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot (CCTP).

Les prestations sont référencées sous les numéros dans la nomenclature communautaire :

- CPV 90919200-4 : Services de nettoyage de bureaux
- CPV 90911300-9 : Services de nettoyage de vitres

Pour le lot 1 : Le bâtiment de l'Union Immobilière sera l'objet de différents travaux importants sur toute la durée du marché pouvant impacter la prestation à réaliser. Pendant la période d'exécution de ce marché, des travaux relatifs à la réhabilitation thermique du bâtiment seront mis en œuvre.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour un an à compter de sa notification. Il pourra être reconduit 3 fois sans dépasser juillet 2029.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra ne pas reconduire le marché. Elle devra transmettre sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois. Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Le début d'exécution des prestations forfaitaires est prévu à la date suivante :

LOT 1 et LOT 2 : LE MARDI 1er JUILLET 2025

ARTICLE 4 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'Uiooss et la CAF Côte d'Or, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique relative aux marchés publics en incluant dans le Cahier des Charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 4.3 du présent CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

L'Uiooss et la CAF de la Côte d'Or ont mis en place (article 4.3 du CCAP) une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de ce dispositif.

4.1 Pour la reprise de personnel

Si l'entreprise attributaire réintègre dans ses effectifs le personnel précédemment en fonction de l'entreprise sortante (art 1224.1 du Code du Travail et Convention Collective Nationale des entreprises de propreté), l'exécution de la clause d'insertion par l'activité économique ne peut être immédiate. L'obligation peut être mise en œuvre pendant l'exécution du marché à l'occasion de remplacement de postes vacants – congés d'été, par exemple – ou de création de nouveaux postes de travail.

4.2 Public visé

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi, des missions locales ou de CAP emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Ces personnes doivent auparavant être obligatoirement validées, avant toute prise d'emploi, par la facilitatrice clauses d'insertion de CRÉATIV.

4.3 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour les titulaires, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion. Le volume d'heures d'insertion demandé est inscrit dans l'annexe à l'acte d'engagement. Il s'agit de réaliser :

Pour le lot 1 :

130 heures sur la durée totale du marché reconductions comprises.

Pour le lot 2 :

Néant

L'insertion pourra se réaliser selon l'une des modalités définies ci-dessous :

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou entreprise adaptée ou ESAT

2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché d'une personne éligible au dispositif.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion pour le lot 1 :
L'Uioss a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises.

Les entreprises doivent prendre contact avec :

Madame BARBE Suzon
CRÉATIV

17 avenue Champollion

21000 DIJON

Téléphone : 06.77.63.59.37

Mail : sbarbe@creativ21.fr

4.4 Les modalités de contrôle

Il est procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle les titulaires se sont engagés.

A la demande de CRÉATIV' le titulaire fournit, de façon mensuelle, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités (article 9 du présent CCAP).

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le donneur d'ordres par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référent désigné par l'Uioss, étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, le Titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées dans le cadre de ce marché.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'Uioss peut procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, Le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

Les pièces particulières du marché :

1. L'acte d'engagement et ses annexes
2. Le bordereau de prix intégré à l'acte d'engagement
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

Les pièces générales du marché pour les deux lots sont :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) arrêté du 30 mars 2021.
2. Le code de la Commande Publique du 1er avril 2019.
3. L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

ARTICLE 6 – TYPE DE PRIX

6.1 Prix forfaitaire

Le prix forfaitaire s'applique à l'exécution des prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

6.2 Prestations complémentaires à prix unitaire

L'organisme peut être amené à demander au titulaire de réaliser à titre exceptionnel des prestations ponctuelles qui ne figurent pas dans le cadre du forfait. Ces prestations doivent faire l'objet d'un devis du titulaire et d'un bon de commande de l'organisme.

ARTICLE 7 – REVISION DES PRIX

Les prix fixés dans l'offre de prix et l'acte d'engagement sont fermes pendant la durée initiale du marché. Ils feront l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la remise des offres. Ce mois est appelé MO.

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la consultation, la base de réputation des prix Mo sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

Dans le cadre de la reconduction du marché, les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = PO (0,10 + 0,90 \left\{ 0,85 \frac{ICHTrev-TS}{ICHTrev-TS^o} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1^o} \right\})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

PO = prix d'origine

ICHTrev-TS = Salaires, revenus et charges sociales – coût du travail – Indices du coût horaire du travail révisé – tous salariés – activités de services administratifs et de soutien, publié par l'INSEE, identifiant 15165196 à la date de la révision.

ICHTrev-TS^o = Salaires, revenus et charges sociales – coût du travail – tous salariés – activités de services administratifs et de soutien – Indices du coût horaire du travail révisé du mois M^o, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

FSD1 = indice « Frais et Services Divers catégorie 3 » publié à la date de révision.

FSD1^o = indice « Frais et Services Divers catégorie 3 » valeur de cet indice au mois de référence M^o

Demandes financières supplémentaires :

En aucun cas le titulaire ne pourra arguer d'erreurs, d'imprécisions ou contradictions au Cahier des Clauses Administratives Particulières pour justifier une demande de supplément.

Les aléas survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputés être compris dans l'économie du marché.

ARTICLE 8 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

8.1 Facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire devra adresser ses factures sous forme électronique directement sur le portail public de facturation, dénommé CHORUS PRO. Pour rappel, les numéros SIRET sont :

Pour le lot 1 - Union Immobilière : 77821377700015.

Pour le lot 2 - CAF : 77821334800015.

Les paiements sont effectués à terme échu au titulaire dans les conditions du CCAG FCS. Ces paiements sont mensuels, le montant à facturer est le douzième du forfait annuel.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les pièces afférentes au paiement sont établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- la date de la facture
- le nom et l'adresse du titulaire
- la nature de la prestation exécutée
- le numéro d'immatriculation au registre du commerce
- le numéro d'identification à la TVA
- le nom de l'organisme
- le numéro de facturation
- le montant de la prestation exécutée en euros HT et TTC

En application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le règlement des prestations se fera au plus tard 30 jours après réception de la facture dans CHORUS PRO.

8.2 Paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité Publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le pouvoir adjudicateur se libérera de la somme due en exécution du présent marché en faisant porter le montant de celle-ci au crédit du compte postal ou bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

ARTICLE 9 – REFACTIONS

Seules les prestations effectivement réalisées et exécutées conformément au CCTP donnent droit à paiement. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations de nettoyage ne sont pas conformes aux conditions du marché, il peut prononcer une réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée, celle-ci ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations de nettoyage ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction il en prononce le rejet total ou partiel. Ces décisions de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Ces décisions sont motivées. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter de nouveau les prestations de nettoyage. Le titulaire prendra contact avec le pouvoir adjudicateur dès que la décision de rejet est prononcée, afin de prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, indépendamment et cumulativement, il pourra être fait application des pénalités suivantes sans mise en demeure préalable et sans exonération.

10.1 Non production des pièces lors de la réunion préalable à l'exécution des prestations

Lors de la notification d'attribution de ce marché, seront demandées les pièces nécessaires à la réunion préalable au démarrage des prestations. La non-production et mise en place de tout ou partie de ces documents entraîne l'application d'une pénalité de 25 € HT par jour de retard à compter de la date de la réunion.

La non-production du plan de prévention dans le délai prévu à l'article 15 entraîne l'application d'une pénalité de 25 € HT par jour de retard.

10.2 Omission de réalisation de la prestation

Toute absence n'ayant pas fait l'objet d'un remplacement entraîne la déduction du forfait de la part financière correspondant à la durée de la prestation non réalisée (calculée proportionnellement au volume horaire annuel).

Au-delà de cette déduction, il est fait application d'une pénalité d'un montant de 50 € HT par heure d'absence et par personne absente.

Si une absence entraîne la non-réalisation totale d'une intervention, la pénalité pour omission de réalisation de prestation est majorée d'un montant forfaitaire de 75 € HT par jour.

10.3 Absences aux réunions programmées

L'absence du représentant de l'Opérateur Économique aux réunions programmées implique une pénalité de 80 € HT par personne et par absence. Tout retard de plus d'une heure sera considéré comme une absence.

10.4 Mauvaise exécution des prestations

Lorsqu'une prestation aura été mal ou partiellement effectuée, si l'Opérateur Économique ne se conforme pas aux dispositions du CCTP, le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer des pénalités qui seront calculées de la manière suivante et sans avertissement préalable :

- 1^{er} manquement : il implique une pénalité de 80 € HT.
- 2^{ème} manquement : il implique une pénalité de 250 € HT.
- 3^{ème} manquement : il implique une pénalité de 750 € HT.

10.5 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique (article 4 CCAP)

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 80 euros HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 70 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le donneur d'ordres.

ARTICLE 11 – MODALITE D'EXECUTION

11.1 Calendrier des prestations

Les prestations devront être réalisées conformément au CCTP.

11.2 Cadre d'intervention

Pour le lot 1 : L'immeuble classé IGH nécessite la prise en compte d'un certain nombre de contraintes, notamment au niveau de la sécurité incendie.

Les prestations, jours horaires d'intervention sont définis dans le CCTP.

Les horaires effectifs sont définis en relation avec l'Uioss. Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Pour le lot 2 :

Les prestations, jours horaires d'intervention sont définis dans le CCTP.

Les horaires effectifs sont définis en relation avec le pouvoir adjudicateur. Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

11.3 Etat des lieux

Le titulaire déclare connaître parfaitement les locaux, matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et des règlements applicables en la matière.

11.4 Matériel et objets confiés au titulaire

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel et objet qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

11.5 Prestations

Les fournitures d'électricité et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront assurées gratuitement par le pouvoir adjudicateur.

11.6 Augmentation ou diminution des surfaces à nettoyer

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des augmentations ou à des diminutions de volume de travaux mentionnés dans le présent marché, ainsi qu'à leur changement de nature. Toute modification de la masse du forfait pourra donner lieu à la signature d'un avenant au marché.

11.7 Locaux mis à la disposition du titulaire

Un accord concernant la fourniture et l'utilisation de locaux mis à la disposition du personnel titulaire conformément à la réglementation du travail en vigueur sera établi entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, dès la notification du marché.

Les locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de ce marché. Ils serviront à entreposer le matériel et les produits. Ils pourront également servir de vestiaires pour le personnel du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'accès à ces locaux.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité de les échanger contre d'autres locaux sous réserve de proposer d'autres locaux satisfaisant aux exigences réglementaires.

L'Opérateur Économique prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par le Pouvoir Adjudicateur, sans pouvoir exercer aucun recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

11.8 Les matériels

Les matériels appartenant au titulaire, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché doivent être tenus en bon état de marche et devront être régulièrement contrôlés. Ils devront être conformes aux règles de sécurité en vigueur. L'organisme peut demander au titulaire le changement d'un matériel ne répondant plus aux normes de sécurité en vigueur. Le titulaire doit procéder au remplacement immédiat de ce matériel.

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

11.9 Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des mobiliers immeubles et aménagements ne soit pas altéré par des opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols doit être effectué de façon à éviter l'altération des caractéristiques de ceux-ci.

Il est rigoureusement interdit au personnel titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

ARTICLE 12 – LE PERSONNEL

12.1 Le personnel

Le titulaire remet à l'organisme la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément, 15 jours au moins avant la date de la 1^{ère} intervention. Cette liste sera tenue à jour tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire forme son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières. A ce titre, le personnel est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'organisme.

L'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux.

Le titulaire informera son personnel sur les techniques de nettoyage et les caractéristiques des produits de nettoyage qu'ils seront amenés à utiliser, ainsi que les instructions nécessaires en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement.

Le titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- le travail en hauteur,
- l'encombrement des passages,
- les zones interdites,
- l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des machines de nettoyage,
- l'interdiction de vider le cendrier dans les poubelles en papier,
- l'emploi de serpillères et tout objet humide à proximité des conducteurs ou des prises de courant.

L'ensemble du personnel de remplacement aura obligatoirement reçu une formation de base. L'ensemble du personnel affecté aux sites recevra une formation d'appoint chaque année, l'Opérateur Économique sera chargé d'en fournir la preuve.

12.2 Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité propre au site, notamment au niveau de la sécurité incendie.

12.3 Responsable du site

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation du pouvoir adjudicateur et a pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

12.4 Responsable du titulaire du marché

Il est présent sur le site sur convocation du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité de l'Opérateur Économique.

Il participe aux réunions périodiques de suivi avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le responsable du marché est assisté par un chef d'équipe nommément désigné chargé du suivi des différents chantiers. Il doit être présent sur convocation du Pouvoir Adjudicateur et participe aux réunions de suivi.

Le chef d'équipe est responsable :

- ↳ de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire
- ↳ du contrôle de la qualité des prestations
- ↳ de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers
- ↳ de la sécurité du personnel et des biens
- ↳ de la formation de son personnel
- ↳ de la gestion du matériel et des approvisionnements
- ↳ de l'organisation du travail
- ↳ de la préparation et du suivi des prestations quotidiennes
- ↳ de la prise en compte des doléances des usagers
- ↳ de la discipline du chantier et du personnel
- ↳ du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP

Le chef d'équipe effectue sa mission d'encadrement au minimum de façon hebdomadaire et réalise au moins une visite de contrôle par mois.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

12.5 Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et éventuellement de protection si cela s'avère nécessaire. En outre, tout le personnel du titulaire intervenant sur le site doit porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les candidats doivent tenir compte dans leur offre des conséquences des contrats de travail qu'ils seront amenés à reprendre en application de l'article 7.2 de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011.

L'Opérateur Économique est donc soumis à l'obligation d'appliquer cette convention, et en particulier ses dispositions relatives à l'obligation de reprise des personnels.

ARTICLE 14 – OBLIGATION DE DISCRETION

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG FCS et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application, ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate de plein droit et sans indemnité du présent marché.

ARTICLE 15 – PLAN DE PREVENTION

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis au pouvoir adjudicateur et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les quinze jours suivant la notification.

Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant d'une part, les

chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales,

- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Les appareils et matériels devront satisfaire aux règlements de sécurité et de prévention, être adaptés aux différentes tâches ainsi qu'en parfait état d'utilisation.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications au Pouvoir Adjudicateur. Il est signé chaque année par le titulaire et l'UIOSS.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des travaux qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par le Pouvoir Adjudicateur. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Pouvoir Adjudicateur, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le marché et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité restent sous la responsabilité du titulaire.

ARTICLE 17 – REMPLACEMENT DU PERSONNEL

L'effectif employé du titulaire sur le site ne pourra être modifié sans l'accord du Pouvoir adjudicateur.

Tout nouvel agent employé, de façon régulière, sur le site devra faire l'objet d'un signalement préalable à la personne responsable du suivi du marché.

ARTICLE 18 – CONTINUITE DE L'ACTIVITE

Dans le cas d'événements exceptionnels et/ou programmés, le Titulaire doit s'adapter au plan de continuité d'activité du Client et garantir la continuité de service en respectant les obligations du Client.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHÉ

Cet article complète les dispositions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG FCS. Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

En cas d'interruption de service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend au litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution de compétence est faite au Tribunal Judiciaire de Nancy :

Tribunal Judiciaire de Nancy
Cité Judiciaire
Rue Général Fabvier - 54035 NANCY
Tél : 03 89 90 85 00

Étant entendu que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français les seuls compétents.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au C.C.A.G. de fournitures courantes et de services concernent les points suivants :

CCAG FCS	Objet de la dérogation	CCAP
Art. 14.1	Pénalités	Art. 10
Art. 18	Locaux mis à la disposition du titulaire	Art. 11.7
Art. 9	Assurance	Art. 16
Art. 29 à 36	Résiliation	Art. 19